

N° Sécurité sociale : 1890733063113 82

Embauché dans le cadre d'un Contrat de travail à durée indéterminée depuis le 3 septembre 2009.

Monsieur Jimmy AMBACH, responsable pédagogique au sein de l'Association départementale des Francas de la Gironde, est mis à disposition en vue d'exercer les fonctions de coordonnateur enfance jeunesse, famille et parentalité au sein de la commune de Floirac. Ce dernier a été informé des présentes modalités de mise-à-disposition et a préalablement donné son accord sur leur contenu.

Un avenant au contrat de travail de Monsieur Jimmy AMBACH est réalisé concomitamment à cette convention de mise à disposition.

Article 2 : Gratuité de la mise à disposition

La mise à disposition s'effectue dans le cadre du prêt de main d'œuvre à but non lucratif, conformément à l'article L. 8241-2 du Code du Travail.

Cette mise à disposition sera facturée par l'Association Départementale des Francas de la Gironde à la commune de Floirac dans les conditions suivantes :

Une facture mensuelle sera adressée à la commune de Floirac reprenant le salaire brut versé au salarié chaque mois, majoré des charges sociales y afférentes et des frais professionnels éventuellement remboursés au salarié au titre de la mise à disposition, soit un coût mensuel estimé chargé à 3347,47 € au moment de la signature de la convention.

Une facture annuelle reprenant les éventuelles charges supplémentaires afférentes au comité d'entreprise, la médecine du travail, la taxe sur les salaires, le versement transport, la formation professionnelle ou toute autre nouvelle charge non prévue par les présentes dispositions ou à venir sera adressée à la commune de Floirac.

Il est ainsi expressément convenu que l'Association Départementale des Francas de la Gironde facturera à la commune de Floirac le coût exact de la mise à disposition sans prendre de bénéfices sur cette opération.

Article 3 : Nature des activités pendant la période de mise à disposition

Les missions listées ci-dessous nécessitent les qualifications techniques spécialisées détenues par M. AMBACH, Elles sont liées à la gestion comptable de l'activité des centres loisirs, à la gestion des appels à projets, à la mise en place et au suivi des parcours de formation BAFA, à la coordination des activités enfance jeunesse du territoire, et au développement des actions d'appui et d'accompagnement à la parentalité.

M. Jimmy AMBACH occupera durant la période de mise à disposition les fonctions de coordonnateur enfance jeunesse, famille et parentalité.

Le salarié sera directement placé sous la responsabilité du Directeur de l'Action Educative de la commune de Floirac.

Article 4 : Conditions de mise à disposition

☐ Lieu de travail : Mairie de Floirac

☐ Durée de travail ; dispositions conventionnelles appliquées au sein de l'employeur

☐ Droits aux congés payés : dispositions conventionnelles

☐ Absences : Monsieur Jimmy AMBACH est tenu d'informer la commune de Floirac de toute absence.
La commune de Floirac s'engage à signaler à l'Association départementale toute absence non justifiée du salarié.

☐ Durée de la période de mise à disposition : Cette présente convention prend effet au 1^{er} avril 2021 et prendra fin au 31 mars 2025.

La mise à disposition pourra prendre fin de manière anticipée dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

☐ Conditions particulières : Les salariés en période de mise à disposition ont accès dans la collectivité territoriale d'accueil, dans les mêmes conditions que les agents de cette collectivité territoriale, aux moyens de transports collectifs et aux installations collectives, notamment de restauration.

Article 5 : Situation juridique du salarié et de rémunération

Pendant la durée de la mise à disposition, le contrat de travail du salarié se poursuit selon les modalités déterminées dans un avenant à son contrat de travail.

Le salarié demeure salarié de l'Association Départementale des Francas de la Gironde, qui reste son employeur et qui, à ce titre, exerce le pouvoir disciplinaire et verse sa rémunération.

Celle-ci pourra évoluer en fonction des évolutions de la valeur du point conventionnelle ou des modifications des taux des taxes et des cotisations aux organismes sociaux ainsi qu'en fonction de sa situation personnelle relative au déroulement de carrière et à l'ancienneté.

Article 6 : Responsabilités : couverture des risques AT/MP/maladie

1/ Accident du travail et maladie professionnelle

Le salarié conserve la couverture conventionnelle pour les accidents du travail (AT) et maladie professionnelle (MP) pendant la durée de la période de mise à disposition, le contrat de travail n'étant pas suspendu.

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle pendant la période de mise à disposition : l'intégralité du coût de l'AT ou MP est supporté par l'employeur du salarié. Il en va de même en cas de faute inexcusable de la collectivité territoriale d'accueil. Cependant, l'employeur du salarié disposera d'une action récursoire contre la collectivité territoriale d'accueil, auteur de la faute inexcusable, en vue de se faire rembourser les indemnités complémentaires dont il aura à s'acquitter. Pour les employeurs bénéficiant d'un taux de cotisations forfaitaire ou collectif, ce coût ne sera pas imputé directement sur leur compte, mais mutualisé.

2/ Maladie

Le salarié conserve la couverture conventionnelle pour la maladie pendant la durée de la période de mise à disposition. Il est tenu d'informer la commune de Floirac de son absence et de transmettre ses arrêts de travail sous 48 heures au service des ressources humaines de l'Association Départementale chargé d'en assurer la gestion.

Article 7 : Dispositions en matière de prévention relatives aux conditions d'exécution du travail

Les conditions d'exécution du travail sont celles de la collectivité territoriale d'accueil déterminées par les dispositions statutaires applicables sur le lieu de travail en matière de durée du travail, travail de nuit, repos hebdomadaire et jours férié, santé et sécurité au travail, travail des femmes, des enfants et des jeunes travailleurs.

Les obligations relatives à la médecine du travail sont à la charge de l'employeur :

- sauf lorsque l'activité exercée par le salarié nécessite une surveillance médicale renforcée au sens de la réglementation relative à la santé au travail. Dans ce cas, les obligations sont à la charge de la collectivité territoriale.

Les équipements de protection individuelle sont fournis par la collectivité territoriale. Certains équipements peuvent être fournis par l'employeur quand ils sont définis par convention ou accord collectif. Les salariés ne doivent pas supporter la charge financière des équipements de protection individuelle.

Article 8 : dispositions relatives à la représentation du personnel

Les salariés en période de mise à disposition qui dans l'exercice de leur activité, ne se trouvent pas placés sous la subordination directe de la collectivité d'accueil, peuvent faire présenter leurs réclamations individuelles et collectives

intéressant les conditions d'exécution du travail qui relèvent du directeur de l'Association départementale, par les représentants du personnel de l'Association départementale dans les conditions fixées par le code du travail.

Les salariés en période de mise à disposition peuvent faire présenter par les délégués du personnel de la collectivité territoriale d'accueil leur réclamation en matière de conditions de travail et d'accès aux moyens de transports collectifs et aux installations collectives.

Les délégués du personnel de la collectivité territoriale d'accueil peuvent prendre connaissance des contrats de mises à disposition conclus avec l'organisme conventionné dans le cadre des périodes de mise à disposition.

Article 9 : Conditions et modalités de rupture anticipée de la mise à disposition par l'employeur ou la collectivité territoriale d'accueil

Dans le cas où la commune de Floirac ou l'employeur, souhaiterait mettre un terme à la mise à disposition du salarié avant la date prévue, chacun pourra y mettre fin en respectant un préavis de 2 mois.

Cette décision devra être confirmée au salarié par lettre remise en mains propres contre décharge ou courrier recommandé adressé à son domicile, avec copie à son employeur.

Monsieur Jimmy AMBACH pourra également demander à être réintégré de manière anticipée sur son poste de travail en respectant un préavis de 2 mois.

Fait à Bordeaux, le

En trois exemplaires, dont un pour information au salarié

L'employeur

La structure d'accueil

Faire précéder de la mention « lu et approuvé »